

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 05/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNDICAT MIXTE DU DEPARTEMENT DE L'OISE, POUR LE TRANSPORT ET LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

6 rue Bertino Juël
Espace Vexin-Thelle n°5 - BP 30
60240 Chaumont-en-Vexin

Références : IC/R/523/23-ED/VM
Code AIOT : 0005106837

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2023 dans l'établissement SYNDICAT MIXTE DU DEPARTEMENT DE L'OISE, POUR LE TRANSPORT ET LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES implanté Rue de la gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT MIXTE DU DEPARTEMENT DE L'OISE, POUR LE TRANSPORT ET LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES
- Rue de la gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0005106837
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté de Communes du Vexin Thelle est autorisée, au titre de la rubrique 2710, par arrêté préfectoral du 27 octobre 2005, à exploiter une déchetterie sur la commune de Liancourt Saint Pierre. L'arrêté complémentaire du 31 août 2010 lui a été délivré pour la collecte ponctuelle de déchets contenant de l'amiante liée sur la déchetterie.

Par déclaration de changement d'exploitant du 18/07/2022, le Syndicat Mixte du Département de l'Oise (SMDO) a déclaré avoir repris l'exploitation de ce site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 16/03/2016

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 06/06/2018, article Nomenclature des ICPE	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 4.1.3.1	Sans objet
3	Arrêt d'urgence	Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 4.1.4	Sans objet
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 5.3 et 5.4.2	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 4.2.1 et 4.3.3	Sans objet
6	Registres d'entrée et de sortie	Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 7.6.2 et 7.6.3	Sans objet
7	Collecte spécifique d'amiante	AP Complémentaire du 31/08/2010, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités, notamment l'absence d'un bouton d'arrêt d'urgence pour l'alimentation électrique, constatées le jour de l'inspection ont été corrigées rapidement.

La nomenclature des ICPE ayant été modifiée et l'exploitant ayant fait des modifications dans le cadre de la collecte des déchets amiantés, l'exploitant devra porter à la connaissance de la préfète ces modifications avec tous les éléments d'appréciation ainsi que l'ensemble des informations nécessaires à l'actualisation du classement du site conformément au R. 181-46 du code de l'Environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/06/2018, article Nomenclature des ICPE
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : 2710. Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719

<p>1. Collecte de déchets dangereux :</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 7 t (A - 1)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC)</p> <p>2. Collecte de déchets non dangereux :</p> <p>Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 300 m³ (E)</p> <p>b) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³ (DC)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, un point sur la situation administrative a été réalisée.</p> <p>Le site bénéficie d'un arrêté d'autorisation du 27/01/2005. Il était classé sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 2710.1 pour une superficie d'installation de 6 940 m² (le seuil de l'autorisation était de 2 500 m²). La rubrique 2710 a été modifiée afin de prendre en compte les quantités de déchets susceptibles d'être présent dans l'installation afin d'établir le régime de classement.</p> <p>Par mail du 05/12/2023, l'exploitant a transmis la quantité de déchets susceptible d'être présent sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 27 tonnes de déchets dangereux (dont 15 tonnes d'amiante présent sur le site 1 à 2 fois par an). - 446 m³ de déchets non dangereux. <p>Au vu de ces quantités le site serait soumis à autorisation au titre de la rubrique 2710.1 et à enregistrement au titre de la rubrique 2710.2. Afin d'acter ce classement, il est demandé à l'exploitant d'intégrer ces informations permettant de mettre à jour le classement du site dans un porter à connaissance.</p> <p>Le bénéficiaire de l'autorisation était la communauté de Commune du Vexin Thelle. Lors de l'inspection, le nouvel exploitant, le Syndicat Mixte du Département de l'Oise pour le transport et le traitement des déchets ménagers a transmis la preuve de dépôt du 18/07/2022 de déclaration de changement d'exploitant.</p> <p>Ce changement d'exploitant pourra être acté par arrêté préfectoral complémentaire lorsque les éléments concernant le classement du site auront été portés à la connaissance de la préfète.</p>
<p>Observations :</p> <p>Observation n°1 : l'exploitant portera à la connaissance de la préfète le volume de déchets dangereux et le volume de déchets non dangereux susceptible d'être présents sur son site afin de mettre à jour le classement ICPE du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 4.1.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.</p>

Constats :

Constats de l'inspection du 16/03/2016

Lors de l'inspection précédente, l'exploitant avait présenté le rapport de vérification des installations électriques du 25/01/2016. Le contrôle était réalisé par la société Bureau Veritas et faisait état de 3 non conformités. Les rapports de contrôle des années précédentes ainsi que le suivi des actions correctives n'avaient pas été présentés.

Constats de l'inspection du 17/11/2023 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport détaillé de vérification périodique des installations électriques du 18/07/2023. Ce rapport fait état de 4 observations : 2 différentiels défaillants et 2 identifications de dispositif de protection à mettre en place. Le rapport de vérification de l'année 2022 a également été consulté afin de vérifier que l'exploitant prend bien en compte les observations émises. Dans ce rapport, 2 non-conformités sont indiqués : l'identification des dispositifs de protection (qui est également mentionné dans le rapport de 2023) et la masse métallique de la barrière automatique qui n'est pas reliée au circuit de correction (qui n'est plus mentionné dans le rapport de 2023). Au vu de ces 2 rapports, parmi les 4 observations relevées en 2023, 2 sont nouvelles (protection différentielle) et 2 sont récurrentes (identification des dispositifs de protection).

Par mail du 05/12/2023, l'exploitant a transmis le bon de commande signé n° 21-11-2023 de l'entreprise Buchert électrique relatif au devis 900 qui concerne le remplacement des modules différentiels.

Par mail du 06/12/2023, l'exploitant a également transmis une photographie du tableau électrique sur laquelle les différents dispositifs sont identifiés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêt d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 4.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Arrêt d'urgence

Prescription contrôlée :

Les dispositifs d'arrêt d'urgence des alimentations en énergie (électricité, gaz, liquides inflammables) devront être repérés, identifiés clairement, accessibles en toute circonstance.

Constats :

Constats de l'inspection du 16/03/2016 :

Lors de l'inspection précédente, il avait été constaté que les dispositifs d'arrêt d'urgence étaient situés près de l'entrée, dans le local de stockage des déchets ménagers spéciaux. L'accès à ces dispositifs était encombré (présence de fûts vides). L'exploitant avait fait retirer les fûts le jour de la visite.

Constat de l'inspection du 17/11/2023 :

L'exploitant a indiqué que la seule énergie qui alimente le site est l'électricité. Lors de la visite terrain, l'exploitant n'a pas été en mesure de retrouver le bouton d'arrêt d'urgence permettant de couper l'alimentation électrique.

Par mail du 05/12/2023, l'exploitant a transmis le bon de commande n°MA230546 du 21/11/2023 relatif au devis 900 de l'entreprise Buchert électrique qui concerne la mise en place d'un bouton d'arrêt d'urgence. Il a également transmis une photographie de ce bouton d'arrêt d'urgence mis en place sur une façade du bâtiment abritant des déchets dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 5.3 et 5.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2005 : [...] Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. [...] Article 5.4.2 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2005 La qualité des rejets doit garantir le respect de l'objectif de qualité du milieu récepteur. Elle devra répondre notamment aux normes ci-après avant rejet : [insérer tableau] En outre, le pH sera compris entre 6.5 et 8,5. Des analyses pourront être effectuées aux frais de l'exploitant sur les prélèvements d'eau une fois par an et les résultats adressés à l'inspection des installations classées et au service chargé de la Police des Eaux.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le bon d'intervention du 05/10/2023 relatif à l'entretien du séparateur d'hydrocarbure et le bon d'intervention du 21/09/2023 relatif au curage des réseaux ainsi que les Bons de Suivi de Déchets (BSD) associés. Concernant l'analyse des eaux rejetées, l'exploitant a déclaré avoir fait intervenir l'APAVE pour effectuer cette analyse. D'après l'exploitant, le prélèvement a été effectué le 02/11/2023 mais les résultats n'ont pas encore été reçus à ce jour.
Observations : Observation n°2 : l'exploitant transmettra les résultats de l'analyse des rejets d'eaux pluviales à l'inspection des installations classées dès sa réception.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 4.2.1 et 4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2005 : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Elle disposera au minimum : <ul style="list-style-type: none">• Une réserve incendie d'une capacité incendie de 120 m³ aménagée d'un tube plongeur d'aspiration et d'un poteau d'aspiration de couleur bleu de diamètre nominal 100 mm.• Une cuve enterrée de 120 m³ vide pouvant accueillir les eaux souillées en cas de sinistre ou d'un dispositif équivalent pouvant contenir 120 m³ d'eaux souillées.• 1 extincteur à eau pulvérisé au local gardien.• 2 extincteurs à poudre pour le local de stockage de déchets dangereux• 1 extincteur à poudre au local gardien

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
 - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.
- Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2005

Les moyens de secours doivent être vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications doivent être consignées sur un registre de sécurité ouvert et tenu à jour par l'exploitant.

Ce registre sera à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'ensemble du personnel sera formé à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Constats de l'inspection du 16/03/2016 :

Lors de l'inspection précédente, il avait été constaté que le site disposait de l'intégralité des moyens susvisés. Cependant, le registre de sécurité sur lequel sont consignés les vérifications et suivi des moyens de secours n'avait pas été présenté.

Par ailleurs, il avait été constaté que l'extincteur présent dans le local gardien a été contrôlé de 2012 à 2015.

Constats de l'inspection du 17/11/2023 :

Lors de l'inspection, le registre de sécurité a été consulté. D'après ce registre, la vérification des extincteurs a été effectuée le 20/10/2023 et la vérification des installations électriques a été effectuée le 18/07/2023. Ces dates correspondent aux dates indiquées dans les rapports de vérification.

Lors de la visite terrain, il a été constaté que le site dispose de l'intégralité des moyens d'extinction prescrits.

Les 4 agents du site disposent d'une attestation de formation d'équipier de premier intervention du 10/11/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registres d'entrée et de sortie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2005, article 7.6.2 et 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Registres d'entrée et de sortie

Prescription contrôlée :

Article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2005 :

Registre d'entrée : Chaque entrée fait l'objet d'un contrôle de la nature des déchets et de la quantité des déchets apportés.

Registre de sortie : Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine du déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

Les registres où sont mentionnés ces données sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées..

Article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2005

En cas de doute ou de refus d'acceptation, l'ensemble des déchets contrôlés doit être retourné à son propriétaire. Une consigne écrite d'exploitation doit être réalisée dans ce sens. Les raisons pour lesquelles un déchet n'a pas été admis doivent être consignées sur le registre.

L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées de ce refus.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Constats de l'inspection du 16/03/2016 :

Lors de l'inspection précédente, Il avait été constaté qu'un employé contrôle à chaque entrée la nature ainsi que la quantité des déchets apportés.

Cependant, l'exploitant ne disposait pas de consignes concernant la procédure de refus des déchets.

L'exploitant n'avait pas présenté de registre de sortie de déchets.

Constats de l'inspection du 17/11/2023 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté sa procédure INS9001-05-02 concernant l'accueil d'un particulier. Cette procédure indique notamment que l'agent doit vérifier si les apports sont des déchets qui peuvent être pris en charge au sein de la déchetterie.

Le personnel interrogé sur place a indiqué qu'il enregistrait les refus de déchets dans le "cahier d'accueil". Pour appuyer ces dires, il a montré, dans ce cahier, l'enregistrement du refus d'acide picrique du 30/10/2023 qui a été repris par son propriétaire.

Le registre de sortie de déchets a également été présenté lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Collecte spécifique d'amiante

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/08/2010, article 3

Thème(s) : Autre, Collecte spécifique d'amiante

Prescription contrôlée :

La collecte spécifique d'amiante est effectuée par une entreprise spécialisée. La réception sur site est réalisée par au moins une personne durant les heures d'ouvertures.

Indépendamment des dispositions prévues par d'autres réglementations notamment celles définies par le code du travail, les déchets amiantes sont conditionnés en big-bag en rack ou filmés au plus tard à leur arrivée en déchetterie.

Sur chaque conditionnement est apposé l'étiquetage « amiante » conformément au décret modifié du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation.

Le personnel est formé aux risques liés aux déchets amiantes et à la reconnaissance de différents types de déchets amiantes.

Constats :

Constats de l'inspection précédente :

À l'entrée du site, il avait été constaté un affichage informant les usagers de la date de la prochaine collecte d'amiante. Celle-ci aurait lieu le samedi 9 avril 2016 entre 9h et 13h et entre 14h et 17h.

Les consignes relatives à la gestion de ce déchet avaient été présentées. Celles-ci concernaient :

- les conditions d'acceptabilité
- les équipements à porter
- les modalités de dépôt et de transporteur.

Un emplacement était dédié au stockage de l'amiante. Celui-ci se situait au niveau inférieur du site

Le personnel n'avait pas effectué les formations liées à l'amiante.

Constats de l'inspection du 17/11/2023 :

Le personnel est formé à la gestion des déchets diffus spécifiques en déchetterie. L'exploitant a indiqué avoir modifié sa procédure de collecte. Il a indiqué qu'il effectuait 1 à 2 collectes d'amiante par an. Les jours de collecte une entreprise spécialisée intervient et seule cette entreprise s'occupe de la collecte. Les agents de la déchetterie n'interviennent pas dans cette collecte.

Observations :

Observation n°3 : l'exploitant portera à la connaissance de la préfète les modifications qu'il a mises en place pour la collecte des déchets amiantés vis-à-vis de ce qui a été acté par arrêté préfectoral du 31/08/2010.

Type de suites proposées : Sans suite